

FAITS SAILLANTS

- La Journée mondiale de l'aide humanitaire a été célébrée dans un contexte marqué par une grande instabilité. La situation sécuritaire qui était déjà alarmante s'est davantage détériorée.
- De janvier à juillet 2017, 215 incidents violents ont affecté les acteurs et opérations humanitaires. Ces incidents ont eu un impact sur l'accès humanitaire.
- Sur les 16 préfectures que compte la Centrafrique, 14 comportent des foyers de tensions qui nécessitent une attention particulière car la situation humanitaire s'y est particulièrement dégradée. Les nouveaux besoins ne cessent de croître alors que l'insécurité ne permet pas toujours d'aider la population dans le besoin et que les financements sont insuffisants.

CHIFFRES CLEFS

# de personnes déplacées	600 000
# de réfugiés centrafricains	481 577
Population ayant besoin d'une aide humanitaire	2,4 M
Population touchée par l'insécurité alimentaire	2 M

FINANCEMENT

497 millions \$

Requis pour le Plan de réponse humanitaire en 2017

119 millions \$

Soit 24% des fonds ont été mobilisés.

OCHA encourage les partenaires et les bailleurs à rendre compte de leurs financements à travers le [Financial Tracking Service](#) (FTS). Cette action collective permet de suivre le taux de financement du Plan de réponse humanitaire, d'analyser les gaps et les besoins et de prendre les décisions stratégiques appropriées pour l'allocation des fonds.



Au sommaire

Journée mondiale de l'aide humanitaire : Les civils ne sont pas une cible ! P.1

L'Est de la Centrafrique en proie à l'insécurité P.3

3 millions de dollars pour répondre à la crise dans les préfectures du Sud-Est P.5

Journée mondiale de l'aide humanitaire Les civils ne sont pas une cible !

De multiples défis attendent encore les humanitaires en Centrafrique

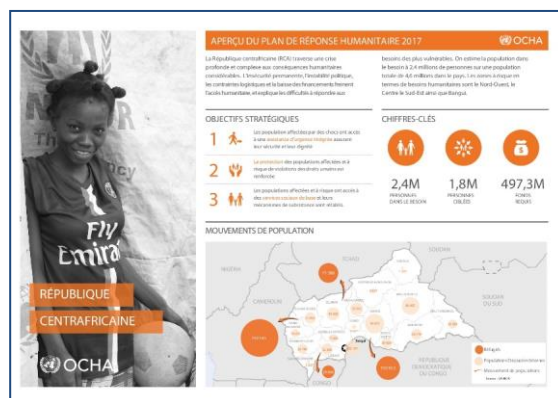
La communauté humanitaire et les autorités nationales ont célébré la Journée mondiale de l'aide humanitaire (JMAH) dans un contexte particulièrement tendu en République centrafricaine. Depuis le début de l'année, le pays traverse à nouveau une période d'instabilité marquée notamment par une forte recrudescence de la violence, une hausse du nombre de déplacés et des attaques devenues plus fréquentes contre les acteurs humanitaires. Aujourd'hui, 600 000 personnes sont déplacées et 2,4 millions de personnes ont besoin d'une assistance humanitaire. L'édition 2017 de la JMAH conduite sur le thème « les civils ne sont pas une cible » a donc constitué un moment privilégié pour rappeler que ce sont les civils qui paient le tribut le plus lourd lors des conflits. Ce poids est d'autant plus ressenti en Centrafrique où la survie de plus de la moitié de la population dépend de l'aide humanitaire. Les chiffres des déplacements sont en hausse constante. De janvier à juillet 2017, ils sont passés de 402 240 à 600 000 personnes. A cet égard, le Coordonnateur humanitaire en République centrafricaine, Najat Rochdi, a déploré que les déplacements forcés privent encore 13% de la population centrafricaine de ses droits les plus fondamentaux. Les déplacements incessants et la présence massive des groupes armés éloignent souvent les plus vulnérables de l'aide humanitaire alors que les besoins demeurent critiques. Cette équation est devenue plus difficile à résoudre une tendance croissante de violences basées sur l'appartenance religieuse et/ou ethnique « Cette tendance, si elle se poursuit, emmènerait le pays vers un avenir beaucoup plus sombre. Les exemples sont nombreux dans le monde, la haine et le rejet d'autrui n'ont jamais mené une nation vers la paix, la stabilité et le développement » a regretté le Coordonnateur humanitaire.



La persistance de la violence et son acuité affectent aussi les humanitaires. « Depuis le début de l'année 2017, plus de 200 actes de violence ont affecté les acteurs humanitaires et ont coûté la vie à 11 humanitaires » a souligné Mme Rochdi.

« Le pillage des bases, les attaques contre le personnel et les convois humanitaires tendent à se généraliser et fragilisent davantage les civils qui n'ont d'autre recours que les humanitaires pour satisfaire leurs besoins critiques et urgents tel que abris, santé,

l'alimentation et accès à l'eau potable pour ne citer que ceux-là » indique une note d'information d'OCHA sur la situation humanitaire diffusée à l'occasion de la JMAH.



Lancement du Plan de réponse humanitaire révisé

La célébration de la JMAH a servi de cadre au lancement du Plan de réponse humanitaire (PRH) révisé. Son actualisation était devenue une urgence suite à la hausse des besoins humanitaires entraînée par le regain de violence et l'éclatement de nouveaux foyers de tension. Au cours du dernier trimestre, plus de 240 000 personnes ont subi un déplacement forcé. Dans l'Est du pays, plus de 65 000 personnes

se sont réfugiées en République démocratique du Congo (RDC).

D'un montant de 497 millions de dollars, le PRH est à présent financé à hauteur de 27% soit 133 millions. « Cela est bien en deçà de la moyenne mondiale qui est de 34% alors que les besoins continuent d'augmenter. Cela veut dire que les humanitaires ne peuvent pas assister toutes les personnes qui ont en besoin » a souligné Najat Rochdi. Le financement de l'action humanitaire en République centrafricaine souffre encore d'un déficit préoccupant malgré les efforts soutenus de plaidoyer et de sensibilisation entrepris par les autorités nationales, les humanitaires et la communauté internationale. A cet égard, le Coordonnateur humanitaire a appelé à nouveau « les donateurs à poursuivre leur soutien et à redoubler d'efforts pour la Centrafrique afin que le pire puisse être évité ».

Une belle occasion pour célébrer le travail des acteurs humanitaires

Au cours de la semaine dédiée à l'aide humanitaire, un débat sur la protection des civils a mobilisé 900 étudiants de la Faculté des lettres et des sciences humaines de l'Université de Bangui autour de la protection des civils, des principes humanitaires et du Droit international humanitaire (DIH). A cette occasion, le Coordonnateur humanitaire, le ministre des Affaires sociales, Virginie Baïkoua, le Directeur pays de l'International Rescue Committee (IRC), Mohammed Chikhaoui, le Chef de la protection du HCR, Eric Gervier et l'expert en Droit international humanitaire, Guy Eugène Demba, ont décortiqué avec les étudiants les règles régissant la protection des civils, les principes humanitaires et l'application du DIH en Centrafrique.

Enfin, le 19 août, la JMAH a été célébrée avec enthousiasme avec la participation de l'Equipe nationale de basketball. Ce fût l'occasion pour tous de réaffirmer l'engagement indéfectible envers la protection de tous les civils.

Tous les groupes de travail sectoriels (clusters) ont participé à une exposition où ils ont présenté au grand public leurs mandats respectifs, leurs outils de travail, le résultat de leurs actions ainsi que leurs principales réalisations.

#NotATarget

L'événement a pris fin avec un show offert par l'Equipe nationale de basketball impliquant le public. Chaque panier réussi représentait un engagement personnel à œuvrer pour la protection des civils. Auparavant, lors du lancement du PRH révisé, l'ensemble du Système des Nations Unies, les représentants du Gouvernement, du corps diplomatique, les représentants de l'Equipe humanitaire pays, les ONG nationales et internationales

Depuis le début de l'année, 58% des infrastructures de santé sont appuyées par des humanitaires. Il en va de même pour 74% de l'éducation des garçons et des filles. Enfin, 42% des retournés ont eu accès à des activités génératrices de revenus.



©ACF. OCHA/Yaye N. Sène. Cette photo a remporté le premier prix de l'exposition organisée par les acteurs humanitaires à l'occasion de la JMAH 2017. Le public a massivement voté pour cette image.

ainsi que les médias se sont tous mobilisés pour rappeler que les civils ne sont pas une cible. Un appel unanime a été lancé pour signer la pétition sur la protection des civils.

La JMAH a aussi constitué une opportunité de rappeler à tous les lois internationales et les principes auxquels les parties au conflit doivent adhérer. Tous doivent s'assurer que les droits fondamentaux des civils soient respectés et garantis. Cela implique par exemple que les civils aient accès à l'assistance humanitaire, qu'ils ne servent pas de bouclier humain aux belligérants ou qu'ils soient pris en otage lors des affrontements. Ce sont ces mêmes obligations internationales qui doivent permettre un accès humanitaire rapide et sans entrave.

Une campagne a été lancée au niveau mondial pour amener les dirigeants à respecter les engagements sur la protection des civils pris lors du Sommet mondial de l'humanitaire. « Cependant, cette protection est l'affaire de tous. Un premier pas simple est de toujours préserver la liberté et l'intégrité de l'humain. Un deuxième pas est de vous mobiliser avec nous pour la signature de la pétition mondiale sur la protection des civils » a exhorté Najat Rochdi.



©OCHA/Bertrand Gaillémas. Bangui, Ombella M'Poko, 17 août 2017, A l'occasion de la Journée mondiale de l'aide humanitaire le Gouvernement, la communauté diplomatique et l'Equipe humanitaire pays ont ensemble réitéré leur engagement en faveur de la protection des civils en Centrafrique.

Humanitaires, « ces hommes de cœur » !

« Nous sommes tous des humanitaires »

Cet article est dédié à tous les travailleurs humanitaires qui ont subi et subissent violence et attaques dans l'exercice de leur fonction en Centrafrique. OCHA a une pensée pour les onze humanitaires qui ont perdu la vie cette année en RCA. Une pensée émue va en particulier aux six volontaires de la Croix-Rouge, tués le 3 août 2017, lors d'une attaque à Gambo, dans la province de Mbomou (Est de la Centrafrique).

« Nous sommes tous des humanitaires ». C'est ce credo que le Bureau pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) en Centrafrique a voulu partager avec les journalistes à l'occasion de la Journée mondiale de l'aide humanitaire. Avec l'appui du Programme alimentaire mondial (PAM) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), huit journalistes ont eu l'opportunité de partager le quotidien d'un humanitaire à Bambari, dans la Préfecture de la Ouaka.

Cette occasion a permis à ces hommes et femmes des médias de mieux comprendre ce que représente l'engagement humanitaire dans un contexte aussi volatile que celui qui prévaut en République centrafricaine (RCA).

A travers cette activité, les journalistes ont pu expérimenter certains aspects de la protection des civils. Avec leurs hôtes de quelques heures, les journalistes ont échangé sur les activités de leurs organisations (zones couvertes, défis rencontrés et solutions proposées, principales tâches, relations avec la population).

« Les humanitaires mènent une vie de sacrifice mais aussi de courage ».

« Un crime contre un humanitaire, c'est un crime contre la population », Joseph Inganji, Chef du Bureau d'OCHA en Centrafrique

Selon Maximilien (nom d'emprunt), journaliste-reporter, «l'humanitaire est une personne qui mène une double vie. L'une pour elle-même, l'autre pour se mettre au service des autres».

Il est aujourd'hui journaliste-reporter mais a commencé sa vie active en tant que volontaire dans l'humanitaire. «Après mon baccalauréat, dit-il, alors que le démarrage des cours à l'Université prenait encore du temps, j'ai décidé de m'enrôler auprès des volontaires de la Croix Rouge. C'est un travail très captivant et noble. Aider les autres qui sont dans la détresse, dans le besoin, leur venir au secours, sauver des vies.. Les qualificatifs sont nombreux pour Maximilien qui a gardé bien de bons comme de mauvais souvenirs de sa vie d'humanitaire.

Les mauvais souvenirs

C'est le premier contact avec des personnes vulnérables, « ventre vide point d'oreille » dit Maximilien. Il en garde un souvenir douloureux car les personnes qu'il voulait secourir ne lui ont pas toujours fait confiance. « Les bénéficiaires pensent en majorité que les humanitaires, reçoivent et gagnent plus qu'ils ne reçoivent. Ils pensent qu'on profite d'eux. C'était encore plus difficile à leur expliquer pour moi qui était volontaire et bénévole » confie-t-il.

« Ils veulent des actions qui répondent à leurs besoins du moment. Il faut jouer de beaucoup de tact et d'humilité, mais surtout de courage pour arriver à les convaincre ». « Cette négociation marche toujours, quand on sait s'y prendre » avance Maximilien.

Les bons souvenirs

Fier de son volontariat, Maximilien en garde un souvenir ému. « C'est un vrai bonheur de retrouver et de revoir le sourire sur le visage d'une personne qui souffrait et à qui vous avez sauvé la vie ». Cette image qu'il partage avec beaucoup d'humanitaires montre qu'aucun sacrifice n'est vain lorsqu'il s'agit de sauver des vies et d'alléger des souffrances. Avec un peu de recul, Maximilien déclare que lorsqu'il voit les humanitaires sur le terrain, il imagine aisément ce qu'ils vivent et ressentent. Il se dit sensible aux défis qu'ils doivent relever notamment dans un contexte où ils sont de plus en plus la cible des groupes armés. Rappelant que les humanitaires ne sont pas une cible, Maximilien implore les parties au conflit à garantir l'accès humanitaire. « Les humanitaires bravent des difficultés pour soulager la souffrance des autres. Ils méritent mieux que cela. J'ai confiance en la détermination des humanitaires ».



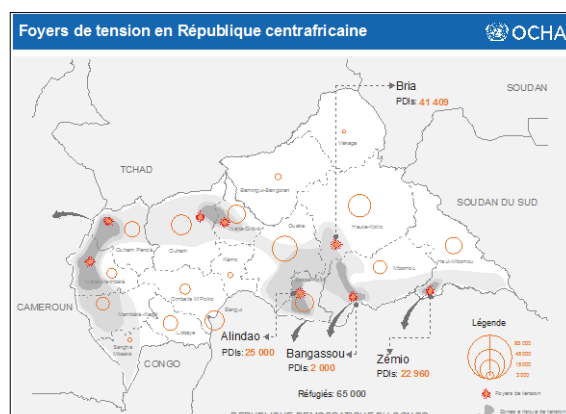
©OCHA/Bertrand Gaillémas. Bambari, Préfecture de la Ouaka, 21 août 2017. A l'occasion de la Journée mondiale de l'aide humanitaire, des journalistes centrafricains ont eu l'occasion de passer une journée avec des acteurs humanitaires à Bambari. L'objectif pour eux était de s'imprégner du quotidien difficile des humanitaires.

En République centrafricaine, 1/5ème de la population est toujours déplacée. Alors que plusieurs indicateurs laissaient présager que la situation humanitaire s'améliorerait en 2017, le regain de violence observée dans plusieurs parties du pays a anéanti cet espoir.

L'Est de la Centrafrique en proie à l'insécurité

Le défi de la protection

En République centrafricaine, 1/5ème de la population est toujours déplacée. Alors que plusieurs indicateurs laissaient présager que la situation humanitaire s'améliorerait en 2017, le regain de violence observé dans plusieurs parties du pays a anéanti cet espoir. De mai à juillet, 240 000 nouveaux déplacés ont été enregistrés. Dans le même temps, dans l'Est du pays 65 000 personnes se réfugiaient en RDC. Ce record dans les



déplacements forcés de population n'avait plus jamais été atteint depuis avril 2014.

Cette hausse est notamment imputable à l'instabilité qui s'est installée depuis plusieurs mois dans les préfectures de la Haute Kotto, du Haut Mbomou, de la Basse Kotto et du Mbomou. Dans la Haute Kotto par exemple, la population de la préfecture est constituée à 68% de déplacés. Bria, la capitale préfectorale, est victime depuis novembre 2016 de crises régulières dont elle peine toujours à se remettre.

La crise survenue en mai 2017, a vidé la ville de sa population. Du 15 au 18 mai, sur une population estimée à 47 500 personnes, 41 409 avaient été déplacées. Depuis, la population mais surtout les 38 142 déplacés vivent au rythme des affrontements entre groupes armés ou factions rivales et des rumeurs d'attaques. A présent, les affrontements des groupes armés sur les principaux axes routiers ont isolé Bria. Les agriculteurs ont déserté leurs champs. L'instabilité chronique qui s'est développée dans cette ville et ses environs ont un impact de plus en plus négatif sur l'approvisionnement en intrants humanitaires et à la sécurité alimentaire, comme ce fut le cas dans le passé.

Le chaos qui suit les affrontements entre groupes armés et les déplacements successifs ont suscité une forte augmentation des incidents de protection et de violation des droits de l'Homme. La fuite en brousse et dans les champs ne met pas les déplacés à l'abri des exactions des parties au conflit. Au contraire, elle les expose davantage à la violence, aux maladies et à l'adversité. Ces cas qui ont lieu en dehors du regard des acteurs de protection ne sont probablement jamais comptabilisés.

La présence d'éléments armés et la prolifération d'armes dans les sites de déplacés constituent un risque non négligeable pour la protection des déplacés. A plusieurs reprises, les acteurs humanitaires ont déploré la perte du caractère civil des sites qui exposent les personnes déplacées à la violence et à des risques d'attaques.

Les affrontements exacerbent les tensions intercommunautaires

Depuis mai 2017, plusieurs foyers de tension ont émergé dans l'Est de la Centrafrique. Alindao, Bangassou, Mobaye, Zémio, Bria et leurs alentours sont devenus des régions emblématiques des tensions intercommunautaires exacerbées par les affrontements entre groupes armés. Les représailles des groupes armés ne sont plus dirigées contre les belligérants mais contre les civils perçus comme étant affiliés aux groupes opposés. Ces actes nourrissent alors une méfiance et des tensions entre communautés toujours plus grandes. A Bangassou depuis mai, environ 2 000 personnes originaires d'une minorité à risque sont encerclées dans l'Eglise catholique de Bangassou. Toute velléité d'en sortir, pour quelque raison que ce soit, est empêchée par le groupe qui encercle le site. Les déplacés d'Alindao où toute entrée et sortie du site est interdite connaissent le même sort.

Plus à l'Est, à Zémio, dans le Haut Mbomou, les mêmes dynamiques ont été observées entraînant plusieurs pertes en vies humaines et des destructions inestimables. Les risques existent que cette tendance se poursuive dans de nouvelles communes...

3 millions de dollars pour répondre à la crise dans les préfectures du Sud-Est

L'intensification des conflits dans les préfectures du Sud-Est de la Centrafrique depuis le mois de mars 2017 a causé un nouveau flux de déplacement des populations et des conséquences importantes sur le plan humanitaire. Pour soutenir la réponse humanitaire, le Coordonateur humanitaire, Najat Rochdi a, en août 2017, activé le mécanisme de la Réserve d'urgence du Fonds humanitaire, en allouant 3 millions de dollars pour répondre aux nouveaux besoins les plus critiques spécifiquement à Bria, Bakouma, Mingala, Alindao, Satema et Kembe,

Gangbo, Mobaye, Bangassou et Zémio.

Cette allocation a pour objectif de renforcer les capacités de réponse multisectorielle pour sauver des vies ainsi que la coordination opérationnelle et le partage d'information, d'une part entre les acteurs humanitaires des zones ciblées et d'autre part, du terrain vers le niveau central.

Les interventions de réponse recommandées par le Comité consultatif du Fonds humanitaire (FH) touchent les secteurs de la réponse humanitaire de la Protection, l'Eau, Hygiène et Assainissement, des Abris, Biens non alimentaires et la Coordination et la Gestion des Camps, la Santé et la Nutrition.

Un projet Logistique a été également recommandé en soutien aux opérations de transport aérien des intrants humanitaires vers les zones d'opérations prioritaires, eu égard aux difficultés de transport routier et l'urgence de la réponse



©OCHA/Yaye N. Sène. 21 mai 2017. Bangassou, Préfecture du Mbomou. Site de déplacés du Petit séminaire. Suite aux incidents du 13 mai, environ 2000 déplacés y vivent toujours.

De la maroquinerie à l'humanitaire

L'ONG Yamacuir s'engage à réduire la souffrance des personnes affectées par la crise

Comment une société commerciale devient une Organisation non gouvernementale nationale (ONG) ? Créée en 2006, l'entreprise Yamacuir Centrafrique commercialisait jusqu'en 2013 des objets divers en cuir. Son originalité résidait dans l'usage intégral des peaux. D'ailleurs, elle tire son nom de la combinaison du français et du sango. Yama signifie animal, autrement dit « l'animal et sa peau ». En dehors de son activité commerciale, Yamacuir formait également des jeunes sans emplois et les intéressait au métier du cuir. Ce tremplin lui a permis de basculer dans l'humanitaire après la crise de 2013-2014.



©ONG Yamacuir. Commune de Bégoua, 10 mars 2017. Une activité socio récréative avec les enfants au quartier Sassara, PK 12, route de Damara.

Devenue une ONG humanitaire, Yamacuir a commencé à intervenir dans les domaines de l'éducation, la santé et la protection. Elle mènera une première activité éducative en sensibilisant la population du village Kpangba2 dans les périphéries de Bangui à lutter contre la déforestation. C'est dans ce village que la société qui est ensuite devenue une ONG a vu le jour. La flore très riche du village était en danger en raison du charbonnage et de la coupe du bois de chauffe.

Soucieuse du retour de la résilience au sein des communautés, en partenariat avec l'ONG Concern, entre janvier et avril 2017, Yamacuir a construit sept forages dans sept villages à Kouango. Durant la période de la mise en œuvre de cette activité, au moins 30 jeunes ont été recrutés toutes les semaines pour les travaux. Ces personnes recevaient une rémunération hebdomadaire. Ces activités de réduction de la violence communautaire ont permis à plusieurs jeunes de prendre un nouveau départ.

Dans le même ordre d'idée, Yamacuir a dispensé une formation d'instructeur à 40 jeunes qui ont ensuite été recrutés pour l'animation des espaces pour l'éducation d'urgence dans quatre sites à Grimari, Ngakobo, Garabourouma à 10 kilomètres de Ngakobo, et à Bakala dans la préfecture de la Ouaka. Entre janvier et août 2017, 1 884 enfants (957 garçons et 927 filles) ont pu bénéficier de ce projet.

Prise en charge des victimes de violences basées sur le genre

La crise a laissé plusieurs victimes de violences basées sur le genre (VBG) sans prise en charge. En effet, à cette période les mécanismes de protection avaient disparu. Avec l'appui de l'ONG internationale Danish Refugees Council (DRC), Yamacuir a donc ouvert un centre d'écoute dans la commune de Bégoua, à 13 km de Bangui. Le centre reçoit chaque jour une douzaine de victimes de violences basées sur le genre.

Les cas les plus fréquents sont les violences sexuelles, agressions physiques et harcèlement sexuel. Yamacuir leur assure une prise en charge psychosociale et remet aux victimes des kits d'hygiène ou de cuisine. Certaines victimes plus vulnérables, notamment les veuves et les femmes chefs de famille qui n'ont aucune source de revenus, reçoivent une petite somme pour contribuer à débiter des activités génératrices de revenus.

Le siège provisoire de Yamacuir se trouve sur l'avenue de Martyrs dans le 8ème arrondissement de Bangui. Pour tout contact, prière d'appeler le + 236 72 87 83 86

Le saviez-vous ?

Qu'entend-on par coordination civilo-militaire Humanitaire des Nations Unies ?

Lorsqu'une urgence ou une catastrophe naturelle crée des besoins humanitaires, nombre de pays affectés déploient leurs forces militaires ou leurs organisations paramilitaires pour y répondre. L'aide bilatérale aux États victimes d'une catastrophe peut aussi être fournie par le biais du déploiement international d'acteurs et de ressources militaires étrangers. Lorsque des organisations humanitaires locales et internationales sont aussi impliquées, il est indispensable qu'elles puissent opérer dans le même espace sans qu'il soit porté atteinte au caractère civil et aux principes guidant l'aide humanitaire. C'est dans cette optique que la Coordination civilo-militaire humanitaire des Nations Unies (CMCoord) facilite le dialogue et l'interaction entre les acteurs civils et militaires — indispensables pour protéger et promouvoir les principes humanitaires, éviter la concurrence, minimiser les incohérences et le, cas échéant, poursuivre des objectifs communs.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Joseph Inganji, Chef de Bureau, inganji@un.org, Tel. (+236) 70738730

Yaye Nabo Séne, Cheffe, Information publique, seney@un.org, Tel. (+236) 70087565

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles aux adresses suivantes : www.unocha.org/car | www.unocha.org | www.reliefweb.int